



7 octobre 2022

(22-7561)

Page: 1/2

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: français

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE
DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

FRANCE: LOI N° 2018-670 DU 30 JUILLET 2018 RELATIVE
À LA PROTECTION DU SECRET DES AFFAIRES

Membre présentant la notification	FRANCE
--	--------

Précisions sur le texte juridique notifié

Intitulé	LOI n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires
Objet	Protection des renseignements non divulgués; Moyens de faire respecter les droits
Nature de la notification	[X] Principales lois ou réglementations consacrées à la propriété intellectuelle [] Autres lois ou réglementations
Lien vers le texte juridique*	https://ip-documents.info/2022/IP/FRA/22_5457_00_f.pdf
Situation de la notification	[X] Première notification [] Modification ou révision du texte juridique notifié [] Remplacement ou consolidation du (des) texte(s) juridique(s) notifié(s)
Références des notifications précédentes	Sans objet
Brève description du texte juridique notifié <p>La loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires, transpose la directive n° 2016/943/UE du Parlement européen et du Conseil européen du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites. Cette loi modifie le Code de commerce pour préciser l'objet et les conditions de la protection des secrets d'affaires, le régime des actions en prévention, en cessation ou en réparation d'une atteinte au secret des affaires et introduit des mesures générales de protection des secrets d'affaires devant les juridictions civiles ou commerciales.</p>	
Langue(s) du texte juridique notifié	Français
Entrée en vigueur	31 juillet 2018
Autre date	

Précisions sur la notification

Date de présentation de la notification	18 juillet 2022
Autres renseignements	IP/N/1/EU/6, IP/N/1/EU/U/3 (Directive n° 2016/943/UE du Parlement européen et du Conseil européen)
Organisme ou autorité responsable	

* Des liens sont fournis vers les textes des lois et des règlements notifiés au titre de l'Accord sur les ADPIC sous la forme utilisée par le Membre concerné; le Secrétariat de l'OMC ne valide pas leur contenu ni ne le révise.